

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 15/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SETRAD

Les Pierrelets
45380 Chaingy

Références : 377/2024 - VAT20240518
Code AIOT : 0010007189

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2024 dans l'établissement SETRAD implanté Lieu-dit Le Bois de l'Herbault et Terres d'Escures 45140 Bucy-Saint-Liphard. L'inspection a été annoncée le 22/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du plan de contrôle annuel de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETRAD
- Lieu-dit Le Bois de l'Herbault et Terres d'Escures 45140 Bucy-Saint-Liphard
- Code AIOT : 0010007189
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SETRAD a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 à exploiter un centre de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Bucy Saint Liphard aux lieux-dits « Le Bois d'Herbault » et « Terres d'Escures ». L'arrêté préfectoral précité a été complété par les arrêtés préfectoraux des 2 mars 2017 et 23 août 2021.

L'activité de stockage a cessé le 16 janvier 2024. Les installations nécessaires au suivi post-exploitation de l'installation de stockage ont été conservées.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite, l'exploitant a fait part à l'inspection de son projet de donner une seconde vie au site à la suite de la cessation du centre de stockage à savoir :

- la création d'une base logistique pour la collecte des déchets ménagers et d'une alvéole de transfert d'ordures ménagères;
- la mise en place d'une plateforme de valorisation de déchets inertes.

Ce projet a été présenté en comité de suivi de site lors de sa réunion du matin et a fait l'objet du dépôt d'un dossier de porter à connaissance début septembre 2024.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Plan d'exploitation - C8 de la VI du 08/02/2023	Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 2.2.7	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Volume total maximal de déchets enfouis	AP Complémentaire du 26/08/2021, article 3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.8.6	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Fin période d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.4.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
14	Suivi post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.4.3	/	Demande d'action corrective	2 mois
16	Hauteur de	Arrêté Préfectoral	/	Demande de	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	lixiviats	du 11/12/2015, article 2.1.9.5		justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	
17	Ré-injection lixiviats	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.1.9.7	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
18	Qualité des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.4.3	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
19	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.7	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
20	Qualité du biogaz	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 3.2.5	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
24	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.3.11	/	Demande d'action corrective	2 mois
25	Entretien du site	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.1.2	/	Demande d'action corrective	2 mois
26	Couverture des parties comblées	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.3	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Attestation producteurs SPL - C1 de la VI du	Code de l'environnement du 12/03/2024, article R.541-48-4-II°	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	08/02/2023			
2	Contenu de l'attestation producteurs hors SPL - C2 de la VI du 08/02/2023	Code de l'environnement du 12/03/2024, article R.541-48-4-I°	Susceptible de suites	Sans objet
3	Qualité des perméats - C3 de la VI du 08/02/2023	AP Complémentaire du 02/03/2017, article 4.7	Susceptible de suites	Sans objet
4	Déchets interdits - C4 de la VI du 08/02/2023	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.4.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
5	Contrôle cohérence FIPA - C5 de la VI du 08/02/2023	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30-III.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
6	Déchets autorisés - C6 de la VI du 08/02/2023	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.4.1.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
7	Directive IED - C7 de la VI du 08/02/2023	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 64	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Traçabilité - Sortants - C9 de la VI du 08/02/2023	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Susceptible de suites	Sans objet
9	Traçabilité - RNDTS - C10 de la VI du 08/02/2023	Code de l'environnement du 08/02/2023, article R.541-43.II	Susceptible de suites	Sans objet
15	Parties comblées	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.3	/	Sans objet
21	Unité d'évaporation	Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 5.3	/	Sans objet
22	Eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
23	Qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.7.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Attestation producteurs SPL - C1 de la VI du 08/02/2023

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/03/2024, article R.541-48-4-II°
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des déchets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte.</p> <p>Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.</p> <p>Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie. Les documents portent sur :</p> <p>1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,</p> <p>2° Les papiers graphiques ;</p> <p>3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction</p>

minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;
5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;
<p>Constats :</p> <p>En réponse à la précédente inspection, par courrier du 08/07/2023, l'exploitant a précisé que l'espace client Veolia était désormais opérationnel pour gérer les attestations fournies par les clients et qu'il relançait régulièrement les producteurs de déchets n'ayant pas fourni ces attestations.</p> <p>Par courriel du 17 janvier 2024, l'exploitant a informé l'inspection de la fin d'exploitation du site et a transmis un courrier daté du 5 mars 2024 à l'attention de Mme la Préfète notifiant le passage en période de suivi long terme du site à compter du 30 septembre 2024.</p> <p>La fin de l'exploitation du site a été constatée lors de la visite d'inspection. Aucun déchet n'est désormais réceptionné. Le constat C1 formulé lors de l'inspection du 08/02/2023 n'a plus lieu d'être et peut être levé.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contenu de l'attestation producteurs hors SPL - C2 de la VI du 08/02/2023

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/03/2024, article R.541-48-4-I°
Thème(s) : Risques chroniques, contenu de l'attestation
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation, une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant : la liste de leurs obligations de tri, la description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 08/07/2023, l'exploitant a précisé que l'espace client Veolia était désormais opérationnel pour gérer les attestations fournies par les clients et qu'il relançait régulièrement les producteurs de déchets n'ayant pas fourni ces attestations.</p> <p>Par courriel du 17 janvier 2024, l'exploitant a informé l'inspection de la fin d'exploitation du site et a transmis un courrier daté du 5 mars 2024 à l'attention de Mme la Préfète notifiant le passage en période de suivi long terme du site à compter du 30 septembre 2024.</p>

La fin de l'exploitation du site a été constatée lors de la visite d'inspection. Aucun déchet n'est désormais réceptionné. Comme pour le point de contrôle n°1, le constat C2 formulé lors de l'inspection du 08/02/2023 n'a plus lieu d'être et peut être levé.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualité des perméats - C3 de la VI du 08/02/2023

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2017, article 4.7

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

À chaque campagne de traitement des lixiviats, l'exploitant réalise un contrôle de la qualité des perméats par un laboratoire agréé avant toute opération d'évaporation.

Un échantillon représentatif est prélevé dans le bassin de stockage des perméats et une mesure de la concentration des paramètres suivants est effectuée :

Paramètres : Valeur limite

pH : Compris entre 5,5 et 8,5

Conductivité : /

Azote global : < 30 mg/l

Matières en suspension total (MEST) : <35 mg/l

Carbone organique total (COT) : < 70 mg/l

Demande chimique en oxygène (DCO) : < 125 mg/l

Demande biologique en oxygène (DBO5) : < 36 mg/l

Métaux totaux* : <15 mg/l

dont Cr : <0,1 mg/l

Cd : <0,2 mg/l

Pb : <0,5 mg/l

Hg : < 0,05 mg/l

Cu : < 0,5 mg/l

Zn : <2mg/l

As : <0,1 mg/l

Cyanures libres : < 0,1 mg/l

Phosphore total : < 10 mg/l

Phénol : <0,1 mg/l

Hydrocarbures totaux : < 5 mg/l

Fluor et composés : <15 mg/l

Composés organiques halogénés en AOX : < 1 mg/l

* Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants :

Pb, Cu, Cr,

Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe et Al

Les perméats peuvent être injectés dans l'unité d'évaporation dès lors qu'ils respectent la valeur

<p>limite applicable pour chacun des paramètres figurant le tableau ci-dessus.</p> <p>Dans le cas où l'analyse fait apparaître un dépassement d'une des valeurs limites, l'ensemble des perméats fait l'objet d'un nouveau traitement par l'unité de traitement ou d'une élimination selon la réglementation en vigueur .</p>
<p>Constats :</p> <p>En réponse à la précédente inspection, l'exploitant a précisé par courrier du 8 juillet 2023 qu'il n'y a pas d'arrêt du transvap'o pendant la campagne d'osmose. Une quantité d'eau osmosée doit toujours être maintenue dans le bassin pour assurer le fonctionnement de l'équipement. Les campagnes d'osmose sont programmées dans cet objectif.</p> <p>Les nouveaux perméats sont donc mélangés avec les anciens. Le prestataire chargé du traitement des lixiviats a une obligation de résultats sur la qualité des lixiviats traités et il réalise des analyses au cours de la campagne d'osmose. La dernière campagne de traitement des lixiviats a eu lieu entre avril et juin 2023.</p> <p>Le fonctionnement actuel (une analyse par an, pas d'arrêt du transvap'O pendant la campagne d'osmose, nouveaux perméats mélangés avec les anciens) ne permet pas de réaliser un contrôle de la qualité des perméats avant toute opération d'évaporation.</p> <p>L'exploitant précise que compte tenu de l'arrêt d'exploitation du site, aucune modification de prescription ne sera demandée.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu constater que le bassin des perméats était vide et que le Transvap'O sur lequel les perméats étaient traités avait été démantelé. Les lixiviats produits en phase post-exploitation ne seront plus traités par osmose inverse; ils seront soit évacués soit ré-injectés dans les casiers de déchets.</p> <p>Au regard de ce qui précède (arrêt d'exploitation), le constat C3 formulé lors de la visite d'inspection du 8 février 2023 peut être levé. La prescription n'est plus adaptée.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Déchets interdits - C4 de la VI du 08/02/2023

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets interdits</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 08/07/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets d'ordures ménagères ne sont pas autorisés à être enfouis sur le site.</p> <p>D'une manière générale, les déchets interdits sur le site sont ceux pouvant entraîner des dangers immédiats ou dont la réactivité vis à vis des autres déchets ou de l'eau entraîne des dangers immédiats ou différés. Est interdit l'apport des déchets suivants :</p> <p>- déchets dangereux définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement ;</p>

- déchets d'activités de soins et assimilés à risques infectieux ;
- les substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche et de développement ou d'enseignement, et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus (par exemple déchets de laboratoire, etc...) ;
- déchets radioactifs, c'est-à-dire toute substance qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;
- déchets contenant plus de 50 mg/kg de PCB ;
- déchets d'emballages visés par les articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement ;
- déchets qui, dans les conditions de mise en décharge sont explosibles, corrosifs, comburants, facilement inflammables ou inflammables ;
- déchets dangereux des ménages collectés séparément ;
- déchets liquides (tout déchet sous forme liquide, notamment les eaux usées, mais à l'exclusion des boues) ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- les pneumatiques usagés ;
- les déchets contenant de l'amiante : amiante lié, déchets contenant de « l'amiante-ciment » les revêtements en vinyl-amiante, agrégats contenant de l'amiante de type actinolite, amiante de type chrysotile.

Constats :

En réponse à la précédente inspection, dans son courrier du 8 juillet 2023, l'exploitant remet en cause le constat formulé. Il rappelle que seuls des déchets ultimes, c'est-à-dire des déchets non susceptibles d'être réutilisés ou valorisés dans les conditions techniques et économiques du moment, sont acceptés dans l'installation. Il considère donc qu'il ne peut être simplement relevé la présence de "déchets valorisables" sans autre élément de justification pour en déduire que des déchets non ultimes seraient accueillis et enfouis. Il rappelle que les documents (FIPA / CAP) consultés lors de l'inspection n'ont pas fait l'objet d'observations de l'inspection.

A la réception d'une FIPA, l'exploitant précise que celle-ci fait l'objet d'une analyse approfondie avant signature; si celle-ci n'est pas conforme, aucun contrat ne sera signé.

Lorsque des déchets interdits ou valorisables sont identifiés, l'exploitant indique refuser la partie du chargement non conforme (refus enregistrés).

Début juillet, 5 déclassements avaient été effectués depuis le début de l'année 2023 et 27 demandes de compléments d'information sur la nature de certains déchets (doute).

Il précise que si des sacs poubelles (contenu non visible) sont observés dans un chargement; le personnel a interdiction d'intervenir pour vérifier son contenu pour des raisons de sécurité. Une intervention est autorisée uniquement pour récupérer un déchets interdit.

Enfin, il précise qu'à supposer que les déchets constatés dans les déchargements lors de la visite du 8 février 2023 fussent valorisables, ces derniers représentaient une quantité bien inférieure aux limites de 30% en masse fixées par le décret n°2021-1199 du 16 septembre 2021.

L'inspection rappelle que lors de la précédente inspection, une très grande quantité de papiers valorisables avait été observé au niveau du quai de déchargement et pas uniquement des sacs poubelles d'ordures ménagères.

Toutefois, au regard de la réponse apportée et compte-tenu de la fin d'exploitation du site, le constat C4 formulé lors de la visite du 8 février 2023 est levé. La prescription n'est plus applicable.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle cohérence FIPA - C5 de la VI du 08/02/2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30-III.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle cohérence FIPA avec contrôle visuel et bon de pesée
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/02/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 08/07/2023
Prescription contrôlée : <p>En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant informe sans délai le producteur, la (ou les) collectivité(s) en charge de la collecte ou le détenteur du déchet. Le chargement est alors refusé, en partie ou en totalité. L'exploitant de l'installation de stockage adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus du chargement, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet, au préfet du département du producteur du déchet et au préfet du département dans lequel est située l'installation de traitement.</p>
Constats : <p>En réponse à la précédente inspection, dans son courrier du 8 juillet 2023, l'exploitant remet en cause le constat formulé. Il rappelle que les documents (FIPA / CAP) consultés lors de l'inspection n'ont pas fait l'objet d'observations de l'inspection.</p> <p>A la réception d'une FIPA, l'exploitant précise que celle-ci fait l'objet d'une analyse approfondie avant signature; si celle-ci n'est pas conforme, aucun contrat ne sera signé.</p> <p>Lorsque des déchets interdits ou valorisables sont identifiés, l'exploitant indique refuser la partie du chargement non conforme (refus enregistrés).</p> <p>Début juillet, 5 déclassements avaient été effectués depuis le début de l'année 2023 et 27 demandes de compléments d'information sur la nature de certains déchets (doute).</p> <p>Il précise que si des sacs poubelles (contenu non visible) sont observés dans un chargement; le personnel a interdiction d'intervenir pour vérifier son contenu pour des raisons de sécurité. Une intervention est autorisée uniquement pour récupérer un déchets interdit.</p> <p>Enfin, il précise qu'à supposer que les déchets constatés dans les déchargements lors de la visite du 8 février 2023 fussent valorisables, ces derniers représentaient une quantité bien inférieure aux limites de 30% en masse fixées par le décret n°2021-1199 du 16 septembre 2021.</p> <p>Au regard de la réponse apportée et compte-tenu de la fin d'exploitation du site, le constat C5 formulé lors de la visite du 8 février 2023 est levé. La prescription n'est plus applicable.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déchets autorisés - C6 de la VI du 08/02/2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.4.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets autorisés
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 08/07/2023
Prescription contrôlée : <p>Les installations de stockage de déchets ne sont autorisées qu'à recevoir des déchets ultimes au sens du code de l'environnement, et non dangereux au sens du décret n°2002-540 du 18 avril 2002. Les déchets admissibles pour l'enfouissement sur le site de BUCY-SAINT-LIPHARD sont les déchets municipaux et les déchets non dangereux ultimes de toute autre origine, et appartenant aux catégories ci-dessous :- des déchets industriels et commerciaux non dangereux non recyclables ou non valorisables ;- les matériaux de démolition non recyclables ;- les déchets de voiries ;- les refus de tri ; - les déchets de pré-traitement des stations d'épuration urbaines ;- les boues provenant de la préparation d'eau potable ou d'eau à usage industriel, lorsqu'elles ne présentent pas un caractère spécial, dont la siccité est supérieure ou égale à 30 % ;- les boues de station d'épuration urbaines dont la siccité est supérieure ou égale à 30 % ;- les boues et matières de curage et de dragage des cours d'eau et des bassins fortement évolutives lorsqu'elles ne présentent pas un caractère spécial ;- les boues issues de l'industrie ;- les mâchefers (10 01 15) issus de l'incinération des déchets ne contenant pas de substances dangereuses.</p>
Constats : <p>En réponse à la précédente inspection, dans son courrier du 8 juillet 2023, l'exploitant remet en cause le constat formulé (cf argument développé au PdC n°4 et 5).</p> <p>Au regard de la réponse apportée et compte-tenu de la fin d'exploitation du site, le constat C6 formulé lors de la visite du 8 février 2023 est levé. La prescription n'est plus applicable.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Directive IED - C7 de la VI du 08/02/2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 64
Thème(s) : Autre, Dossier de réexamen et rapport de base
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 08/08/2023

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les sites dont la rubrique principale est la rubrique 3540 de la nomenclature des installations classées, la procédure de réexamen prévue à l'article R.515-70 du code de l'environnement est mise en œuvre trois ans après la publication au Journal officiel de l'Union européenne de la décision concernant les conclusions des meilleures techniques disponibles relatives au traitement de déchets. Ce réexamen est à réaliser pour l'ensemble des installations présentes sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>En réponse à la précédente inspection, l'exploitant a transmis en 2023 un état de conformité de l'installation à l'arrêté du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.</p> <p>Trois non conformités sont relevées au regard de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'article 7 de cet arrêté. L'exploitant n'étant pas propriétaire des terrains d'emprise de l'installation; une convention avec le propriétaire pour la phase post-exploitation (suivi long terme) est en cours de rédaction. - l'article 34 et 35 de cet arrêté lié à la fin d'exploitation (couverture). <p>Il a par ailleurs indiqué par courrier du 8 juillet 2023, qu'étant donné la fermeture prochaine de l'installation, la réalisation d'un dossier de réexamen ne s'appliquant pas aux installations en phase post-exploitation paraît disproportionnée.</p> <p>Compte-tenu de la fin d'exploitation du site, le constat de la visite d'inspection du 8 février 2023 sur l'absence de transmission en 2022 d'un dossier de réexamen peut être levé. La prescription contrôlée n'est plus applicable.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Traçabilité - Sortants - C9 de la VI du 08/02/2023

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du registre déchets sortants</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet - la dénomination usuelle du déchet - le code du déchet - s'il s'agit de déchets POP (Polluant Organique Persistant) - le cas échéant le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle - le cas échéant, le numéro du ou des BSDD (Bordereau de Suivi de Déchet Dangereux)

<ul style="list-style-type: none"> - la quantité de déchets sortants en tonne ou en m³ - l'adresse de l'établissement - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ou lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le code ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet ainsi que leur numéro de récépissé - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé si le déchet est géré par un courtier ou un négociant - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle
--

Constats :

Dans sa réponse à la précédente inspection, par courrier du 8 juillet 2023, l'exploitant indique que le registre des déchets sortants a été mis à jour et transmet en pièce jointe un extrait du registre ainsi modifié (période du 12 au 27/06/2023).

Les éléments manquants :

- la raison sociale, le SIRET et l'adresse de l'établissement de destination
 - le numéro de récépissé du transporteur
 - le libellé de l'exutoire de destination
 - la quantification
 - le code de traitement
 - le numéro DTF
- ont bien été rajoutés.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Traçabilité - RNDTS - C10 de la VI du 08/02/2023

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/02/2023, article R.541-43.II

Thème(s) : Risques chroniques, RNDTS (Registre national des déchets, terres excavées et sédiments)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>« 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>« 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>« 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>« 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>« 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p>
<p>Constats :</p> <p>En réponse à la précédente inspection, par courrier du 8 juillet 2023, l'exploitant a indiqué que la transmission au RNTDS a été mise en place depuis le 1er mai 2023.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Plan d'exploitation - C8 de la VI du 08/02/2023

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 2.2.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage, plan mis à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce plan d'exploitation sera conforme au plan prévisionnel d'exploitation inclus dans le dossier de demande d'autorisation. Toute modification de l'exploitation par rapport au plan prévisionnel inclus dans le dossier de demande d'autorisation devra être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le plan d'exploitation fait apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'emprise générale du site et de ses aménagements, - la zone à exploiter, - les niveaux topographiques des terrains, - les voies de circulation et les rampes d'accès aux zones d'exploitation,

<ul style="list-style-type: none"> - l'emplacement des casiers ou alvéoles, - les dates de début et de fin d'exploitation de chaque alvéole et le tonnage des déchets enfouis, - le schéma de collecte et de stockage des eaux ainsi que les dispositifs de traitement, - le schéma de collecte et de traitement du biogaz, - les zones réaménagées. <p>Un relevé topographique, accompagné d'un document décrivant la surface occupée par les déchets,</p> <p>le volume et la composition des déchets et comportant une évaluation du tassement des déchets et</p> <p>des capacités disponibles restantes, est réalisé tous les ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 8 juillet 2023, l'exploitant a précisé qu'il travaillait pour la mise en place sur le prochain plan d'exploitation qui sera réalisé début 2024 des mentions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sommitales, - dates de début d'exploitation - tonnage des déchets enfouis n'apparaissent pas sur les plans. <p>Par courriel du 15/03/2024, l'exploitant a transmis les plans d'exploitation de fin 2022 et fin 2023. Un tableau a été rajouté sur le plan d'exploitation 2023 mentionnant pour chaque casier la date d'ouverture et de fermeture avec le volume de déchets correspondants.</p> <p>L'exploitant précise qu'un géomètre doit passer la semaine suivante de l'inspection et que l'ensemble des paramètres règlementaires sera intégré.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection le plan d'exploitation au titre de l'année 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 11 : Volume total maximal de déchets enfouis

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/08/2021, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Capacité d'enfouissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume total maximal de déchets ultimes enfouis au 16 juillet 2024 sera de 1 163 000 m³.</p> <p>Le volume maximal de déchets ultimes enfouis entre le 16 novembre 2021 et le 16 juillet 2024 est de 171 500 m³ soit 163 000 tonnes, sans préjudice du respect de la capacité maximale annuelle autorisée qui est fixée à 80 000 t/an à compter de la signature du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Dans le rapport d'activité de l'année 2023, l'exploitant mentionne que 53 223,77 tonnes dont 50 251,460 tonnes de déchets industriels non valorisables et déchets municipaux et 2972, 31 tonnes de déchets valorisés en recouvrement ont été réceptionnés en 2023.</p> <p>L'historique des déchets réceptionnés depuis l'ouverture de l'installation en 2009 est repris. 1 092 819 tonnes de déchets ont ainsi été enfouis ou 1 457 092 m³ si on considère 750 kg enfouis par m³ (excédent de 294 092 tonnes réceptionnées au regard du tonnage autorisé).</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a balayé l'historique de l'évolution des taux de compression depuis le début de l'exploitation du site en 2009. Selon lui, le taux de compression est plutôt de l'ordre de 850 kg/m3 en moyenne, ce qui conduirait à environ 1 285 669 tonnes enfouis soit un excédent à la louche (moyenne du taux de compression non consolidé) de 122 669 tonnes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant apporte à l'inspection des éléments d'appréciation afin de justifier le dépassement observé concernant le tonnage des déchets enfouis.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 12 : Cessation d'activité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.8.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Au moins six mois avant la date d'expiration de la présente autorisation, l'exploitant notifie au Préfet la date d'arrêt d'exploitation. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site ; - des interdictions ou limitations d'accès au site ; - la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitation du site est autorisée jusqu'au 16 juillet 2024 au titre de l'article 2 de l'AP de prescriptions complémentaires du 23 août 2021.</p> <p>Par courriel du 17 janvier 2024, l'exploitant a informé l'inspection que les dernières tonnes avaient été réceptionnées sur le site le jour même et que l'exploitation du site était désormais achevée.</p> <p>Par courrier du 5 mars 2024, le passage en période de suivi long terme de l'installation (phase post-exploitation) a été notifiée à Mme la Préfète. Ce courrier a été transmis à l'inspection dans le cadre du dépôt d'un dossier "post-exploitation".</p> <p>Ce dossier présente le site, reprend l'historique d'exploitation de celui-ci et notamment des différents casiers et de leur fermeture progressive, des éventuels incidents ayant touché le site et rappelle les modalités de gestion des effluents (lixiviats, biogaz, eaux souterraines et de surface notamment). Le contexte environnemental (géologique, hydrogéologique, hydrologique, milieux naturels) du site est présenté.</p> <p>L'historique des mesures de suivi environnemental et écologique est présenté (historique des résultats d'analyses des effluents liquides et gazeux et tendance, évolution des effectifs faune/flore, etc.).</p> <p>Enfin, le dossier présente les activités qui vont être arrêtées et maintenues en phase post-exploitation et propose un programme de surveillance post-exploitation des effets de l'installation sur l'environnement pour les 5 ans à venir (premier bilan établi à cette échéance). Le dossier déposé est en cours d'instruction.</p> <p>Concernant le plan à jour des terrains d'emprise, l'exploitant a précisé qu'un géomètre devait passer la semaine suivant l'inspection; le plan sera alors établie à cette occasion.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection le plan mis à jour des terrains d'emprise.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Fin période d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A la fin de la période d'exploitation, tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats sont supprimés et la zone de leur implantation remise en état. La clôture du site est maintenue pendant au moins cinq ans. A l'issue de cette période, les dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats et tous les moyens nécessaires au suivi du site doivent cependant rester protégés des intrusions, et cela pendant toute la durée de leur maintien sur le site</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de visite, l'inspection a pu constater que l'installation de traitement des perméats (Transvap'O) avait été déposé ainsi que le quai de déchargement dont les éléments métalliques sont entreposés à l'entrée du site en attente d'évacuation.</p> <p>Toutes les installations liées à la captation et à l'élimination (torchère) du biogaz ont été maintenues ainsi que les deux bassins de récupération des lixiviats et celui de récupération des perméats. Ce dernier était vide le jour de la visite; l'ensemble des perméats a été traité et plus aucun perméat ne sera produit. En effet, le traitement des lixiviats par campagne d'osmose inverse est arrêté. Seul un pré-traitement par aération dans un des bassins sera maintenu avant évacuation vers l'unité de traitement de l'ISDND de mézières lez Cléry.</p> <p>La réinjection de lixiviats dans le massif de déchets est également maintenue; l'inspection a pu constater que le réseau était toujours en place.</p> <p>Concernant les bassins précités, l'exploitant précise qu'un seul sera conservé et réhaussé, le bassin B1, afin de permettre le stockage des lixiviats. L'exploitant précise qu'il envisage de combler les deux autres bassins B2 et B3 par des déchets inertes.</p> <p>Sur les deux bassins de réception des eaux pluviales qui assurent également la fonction de réserve d'eau incendie, l'exploitant précise que seul celui situé au Sud-Ouest sera conservé. L'autre sera réaménagé.</p> <p>La clôture du site a été maintenue. Un portail électrique munie d'un interphone sécurise l'entrée sur le site qui est par ailleurs entouré d'une clôture. L'inspection a procédé à la vérification de cette clôture sur tout le périmètre. Celle-ci est globalement en bon état. Une portion est toutefois enfoncée au Sud du site. De plus, il est apparu que les portails permettant de sécuriser l'accès aux bassins d'eaux pluviales ou aux bassins de lixiviats étaient soit ouverts soit non fermés à clef.</p> <p>La clôture du site n'est pas maintenue en bon état.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède à la réparation de la clôture et s'assure que les accès aux différents bassins du site sont bien sécurisés. Tout élément justificatif (photos,...) est transmis à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 14 : Suivi post-exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Programme de suivi</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour toute partie couverte, un programme de suivi est prévu pour une période d'au moins trente ans.</p> <p>Ce programme se déroule en deux étapes :</p> <p>L'exploitant réalise un premier programme de suivi d'une durée de 5 ans à partir de la couverture finale de la première alvéole comprenant, pour toutes les alvéoles en post-exploitation :</p>

- un contrôle, au moins une fois par mois du fonctionnement du système de drainage des lixiviats et de leur élimination,
- un contrôle, au moins tous les 6 mois du fonctionnement du système de captage du biogaz,
- les analyses de suivi du biogaz à une fréquence semestrielle,
- la surveillance de la qualité des eaux souterraines à une fréquence semestrielle,
- le contrôle de la qualité des lixiviats ainsi que le volume produit à une fréquence semestrielle,
- la surveillance de la qualité des eaux de ruissellement à une fréquence semestrielle,
- l'entretien du site (fossé, couverture végétale, clôture, écran végétal),
- les observations géotechniques du site avec contrôles des repères topographiques et maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement superficielles.

Constats :

Par courriel du 7 mars 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection le dossier de passage en période de suivi long terme du site (post-exploitation).

Il propose dans ce dossier le programme de surveillance qui sera appliqué jusqu'au passage en gestion passive du biogaz et des lixiviats. Cinq après le début de la période post-exploitation, un rapport de synthèse sera établi et le programme de surveillance éventuellement adapté ou des travaux de réaménagement proposés.

Le programme ainsi proposé répond à l'ensemble des prescriptions en termes d'analyses / contrôles et de fréquences à l'exception du contrôle du fonctionnement du système de drainage des lixiviats et de leur élimination dont la fréquence proposée est semestrielle et non mensuelle.

L'exploitant ne prévoit pas un contrôle, au moins une fois par mois du fonctionnement du système de drainage des lixiviats et de leur élimination en phase post-exploitation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant prévoit un contrôle mensuel du fonctionnement du système de drainage des lixiviats et de leur élimination en phase post-exploitation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Parties comblées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Couverture

Prescription contrôlée :

Dès la fin de comblement d'une alvéole, une couverture finale est mise en place pour limiter les infiltrations dans les déchets et limiter les infiltrations d'eau vers l'intérieur de l'installation de stockage.[...]

Toute zone couverte fait l'objet d'un plan général de couverture et si nécessaire, de plans de détail

qui complètent le plan d'exploitation prévu à l'article 2.1.11. du code de l'environnement.

La couverture finale comprend de haut en bas au minimum :

- une couche de 30 à 50 cm de terre végétale et de limons autochtones,
- une couche de déchets verts broyés déjà maturés 6 mois servant d'amendement organique sur une épaisseur de 30 cm,
- une couche de matériaux drainants ou dispositifs équivalents afin d'éviter la stagnation des eaux pluviales infiltrées,
- un mètre d'argile sableuse compactée,
- une couche de matériaux drainants ou dispositifs équivalents de captage des émanations gazeuses.

L'ensemble de la couverture finale est revégétalisé avec des espèces autochtones, adaptées aux conditions de vie du milieu environnant dans le but de rétablir un biotope similaire à celui de l'état initial.

Dès la mise en place de la couche de terre végétale, un mélange de prairie est constitué afin de limiter le perçage éventuel du géotextile par les systèmes racinaires. L'exploitant doit s'assurer de la bonne croissance de cette prairie et éviter ainsi la formation d'arbres.

Constats :

Les alvéoles sommitales S4, S5 et S6 restent à couvrir afin que le massif de déchets bénéficie d'une couverture finale complète.

Le jour de la visite, l'appel d'offre associé à la mise en place de la couverture finale (terrassement, pose de géomembrane et géotextile drainant) venait d'être attribué. Selon l'exploitant, les travaux devraient débuter sous un mois.

Un appel d'offre à venir concernera le réseaux de collecte du biogaz.

A la suite de l'inspection, par courriel du 14 mars 2024, l'exploitant a transmis la composition de la couverture finale des alvéoles sommitales précités et le programme d'échantillonnage et d'essais associé.

Ce dossier est en cours d'instruction. L'inspection sera attentive à la composition de cette couverture finale et à la démonstration qui sera apportée concernant l'efficacité de celle-ci qui devra être équivalente à celle prescrite.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Hauteur de lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.1.9.5

Thème(s) : Risques chroniques, Installation de drainage et collecte

Prescription contrôlée :

[...]

L'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu de façon à limiter la charge hydraulique, de préférence, à 30 cm de la couche drainante mesurée au droit du regard et par

rapport à la base du fond du casier et de façon à permettre l'entretien et l'inspection des drains.

[...]

Ces drains acheminent les lixiviats vers 6 regards permettant le passage des systèmes de

<p>pompage, regards localisés en point bas de chaque groupe d'alvéoles. La réalisation des passages des drains doit être étroitement surveillée notamment lors des phases de terrassement et d'étanchéité des alvéoles.</p> <p>Compte tenu de la pente du fond des casiers prévue, d'environ 1%, qui permet le regroupement gravitaire des lixiviats du fond de chaque alvéole au niveau de son regard de pompage le plus en aval, la hauteur de lixiviats au niveau de ce regard de pompage pourra être d'au maximum 60 cm. Ainsi, la hauteur moyenne en fond de chaque alvéole n'excède pas 30 cm. L'exploitant met en place un suivi de la charge hydraulique dont le bilan sera transmis annuellement à l'inspection des installations classées. L'impossibilité de garantir une charge hydraulique de 30 cm en fond de casier peut entraîner une révision des conditions d'exploitation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant de procéder à une mesure de hauteur de lixiviats notamment dans les puits A6B et A8.</p> <p>Les mesures étaient négatives alors que la sonde remontée pour le puits A8 semblait être humide; l'exploitant a procédé à une vérification de son fonctionnement.</p> <p>Celle-ci était hors service. Selon l'exploitant, la deuxième sonde présente sur site venait d'être cassée.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu démontrer que la hauteur de lixiviats en fond de casiers ne dépassait pas 30 cm; il ne disposait pas d'un appareil de mesure en état de fonctionnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant dispose en permanence d'une sonde de niveau lui permettant d'effectuer des mesures de hauteurs de lixiviats et transmet à l'inspection le relevé des mesures de hauteur de lixiviats effectuées depuis le 12/03/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 17 : Ré-injection lixiviats

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.1.9.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Production biogaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est autorisé à mettre en place un système de recirculation de lixiviats sur les casiers en cours d'exploitation afin de limiter les éventuels départs d'incendie d'une part et d'améliorer la production de biogaz d'autre part.</p> <p>[...] L'injection des lixiviats est ainsi réalisée à une distance des flancs des casiers exploités en mode bioréacteur suffisante afin de prévenir les risques d'instabilité et les écoulements le long</p>

des flancs qui pourraient en découler.

Elle ne doit pas générer de ruissellements, d'odeurs ou d'aérosols.

Cette technique doit être limitée à l'humidification de la couche supérieure du massif de déchets en vue de limiter les éventuels départs d'incendie et d'améliorer la production de biogaz. Elle est pratiquée en cohérence avec les éléments du bilan hydrique.

Un dispositif de comptage du volume des lixiviats est mis en place. En aucun cas, la hauteur de lixiviats en fond des casiers de stockage ne dépasse 30 cm, conformément aux dispositions de l'article 2.1.9.5. du présent arrêté. La durée de recirculation est limitée à 2 heures par jour, en fin de journée.

La charge hydraulique présente dans les casiers exploités en mode bioréacteur est contrôlée en point bas conformément aux dispositions de l'article 2.1.9.5 du présent arrêté.

La recirculation des lixiviats fait l'objet d'un suivi consigné dans un registre. Ce suivi porte sur :

- la nature des lixiviats recirculés (bruts, prétraités) ;
- le pH ;
- la conductivité ;
- l'ion ammonium (NH_4^+) ;
- la quantité quotidienne recirculée par alvéole ou tranchées d'infiltration (mesurée au moyen d'un niveau sur la citerne ou par installation d'un compteur en cas de canalisations fixes) ;
- les données nécessaires au calcul du bilan hydrique annuel.

Un point régulier, et a minima trimestriel pendant la première année d'exploitation des casiers exploités en mode bioréacteur, de l'impact de cette technique sur la production de biogaz (vitesse de production, qualité) et sur la production de lixiviats (durée de percolation, qualité, bilan hydrique, densité à la mise en place des déchets) est adressé par l'exploitant à l'inspection des installations

classées.

En cas de nuisances particulières dans l'environnement (aérosol, nuisances olfactives, etc.), cette opération est interrompue et l'exploitant en informe l'inspection des installations classées avec les mesures qu'il compte prendre pour les réduire.

Le suivi de la charge hydraulique prévu à l'article 2.1.9.5 du présent arrêté comporte au moins une mesure trimestrielle pour les casiers exploités en mode bioréacteur qui ont fait l'objet d'un mouillage à l'avancement ou d'une recirculation de lixiviats dans le semestre précédent.

Constats :

En phase post-exploitation, les lixiviats seront soit transférés sur l'ISDND de Mézières lez Cléry pour y être traités soit réinjectés dans les casiers qui ont été exploités en bioréacteur soit les alvéoles A1, A5 à A9, A12, A13, A14, A15 et A11-A16.

Dans le cadre du bilan d'exploitation 2023, l'exploitant précise que seulement 140 m³ de lixiviats ont été réinjectés dans les casiers bioréacteurs. L'exploitant a précisé lors de la visite que cette réinjection avait eu lieu en une seule campagne.

2005 m³ de lixiviats ont été traités en 2023 (envoi en STEP ou traitement in situ par osmose inverse).

Le bilan hydrique de l'année 2023 a par ailleurs été transmis afin d'évaluer les quantités de lixiviats produits. La production théorique totale du site pour l'année 2023 a été évaluée à 2 217 m³.

En prenant en compte la variation des bassins de lixiviats en début et fin d'année, la diminution des lixiviats par évaporation et les volumes évacués, le volume de lixiviats soutiré du massif de déchets est estimé à 2516 m³.

Selon l'exploitant, l'écart entre le volume théorique et le volume soutiré se situe dans la marge d'erreur d'environ 20% sur le calcul théorique. Il en déduit que les dispositifs de captage et d'évacuation des lixiviats sont efficaces et opérationnels.

Le jour de la visite, le suivi trimestriel de la charge hydrique pour les alvéoles exploitées en bioréacteur n'avait pas encore eu lieu (cf PdC n°16).

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le registre de suivi de recirculation des lixiviats et le résultats des analyses effectuées sur ces lixiviats avant la campagne de réinjection de 2023.

Lors de la visite, l'inspection a observé que le réseau de réinjection des lixiviats était clairement identifié (vannes à commande manuelle avec marquage directement sur les tuyauteries des casiers connectés : A8, A12, A7, A10, DSC (pour drain sous couverture), A11 - A12, A3-A4.

Le compteur en amont du réseau de réinjection mentionnait 25 785,714 m3. Selon l'exploitant, aucune réinjection n'a eu lieu depuis le début de l'année.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection le registre de suivi de recirculation des lixiviats pour 2023 et le résultats des analyses effectuées sur ces lixiviats avant la campagne de réinjection de 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 18 : Qualité des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance du contrôle de la qualité des lixiviats. Cette surveillance est réalisée en sortie du 3ème bassin de stockage des lixiviats, avant tout mélange avec

d'autres effluents, notamment afin de vérifier la traitabilité effective de l'effluent dans l'installation

de traitement externe. Les lixiviats respectent, en sortie du 3ème bassin de stockage, les valeurs limites de rejets fixées dans la convention de rejet.

Les prélèvements d'échantillons et les mesures de volume et de composition des lixiviats sont réalisés séparément à chaque point où un lixiviats est rejeté du site. Le volume de lixiviats produits sur le site est relevé tous les mois. La composition moyenne des lixiviats est déterminée tous les trimestres et les paramètres minimaux à analyser sont ceux figurant dans la convention de rejet, et

notamment :

- le pH,
- les matières en suspension totale (MEST),
- la demande biochimique en oxygène (DBO5),
- la demande chimique en oxygène (DCO),
- l'azote global,
- le phosphore total

Constats :

Le compteur en entrée du bassin de lixiviats permettant de relever le volume de lixiviats produits par le massif de déchets est hors service.

L'inspection émet un doute quant à l'implantation de ce compteur volumétrique positionné sur la tuyauterie sans être associé à une chambre permettant sa mise en charge. Un doute est ainsi permis quant à la fiabilité des mesures.

Les résultats des analyses trimestrielles effectuées sur les lixiviats avant leur envoi en STEP pour l'année 2023 ont été transmis (prélèvement dans le bassin B3 en mars, mai, juillet et novembre 2023). L'ensemble des paramètres prescrits est mesuré.

En juillet 2023, des dépassements sont constatés pour la DCO (2190 mgO₂/l - seuil mentionné dans la convention 2000 mgO₂/l) et l'azote total : 499 mg/l à la place de 450 mg/l mentionné dans la convention. L'historique des mesures fait également apparaître des dépassements de la DCO en juillet 2022 (3600) en septembre 2021 (2030) et en décembre 2020 (2220), des dépassements de l'azote total en février et avril 2022 (857 et 655) mais aussi en septembre 2021 (1110) et en décembre 2020 (793,46). La valeur en pH est également ponctuellement dépassée (8,7 au maximum pour un pH autorisé compris entre 5,5 et 8,5) et la valeur de la DBO₅ a été dépassée en juillet 2022 (899 mgO₂/l contre 800 mgO₂/l autorisé).

L'analyse des lixiviats pour le premier trimestre 2024 est prévu le 29 mars 2024 : vu demande d'intervention. Le laboratoire d'analyse Eurofins juge les résultats stables sans autre argumentation.

Le volume de lixiviats produits sur le site n'est pas relevé tous les mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède au remplacement du compteur volumétrique de lixiviats produits par le massif de déchets et envoyés vers le bassin B1 et veille à ce que celui-ci donne des résultats fiables.

L'exploitant transmet par ailleurs à l'inspection, dès réception, les résultats des analyses effectuées le 29/03/2024 sur les lixiviats et précise les mesures prises en cas de dépassement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 19 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.7

Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux de contrôle

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet à l'inspection son programme de surveillance et le justifie au regard des conditions hydrogéologiques au droit du site.

Pour chacun des puits de contrôle du programme de surveillance, il est procédé à une analyse de référence sur les paramètres suivants :

pH

Résistivité

Carbone organique total (COT)
Demande chimique en oxygène (DCO)
Demande biochimique en oxygène (DBO5)
PCB
Composés organiques halogénés
Calcium
Magnésium
Sodium
Potassium
Chlorures
Nitrates
Nitrites
Orthophosphates
Ammonium
Manganèse total
Etain
Cadmium
Chrome total
Cuivre
Mercure
Nickel
Plomb
Zinc
Coliformes totaux
Coliformes thermotolérants
Streptocoques
Salmonelles
Cette analyse de référence est reconduite tous les 4 ans. Les résultats obtenus seront interprétés au regard de l'analyse de référence (point zéro) figurant dans le dossier de l'étude d'impact de novembre 2004.

Constats :

Une analyse de référence a été effectuée le 05/10/2023 sur chacun des puits de contrôle (PZ1 et 3 en amont hydraulique, PZ2, 4 et 5 en aval hydraulique du site). Le rapport de la campagne de prélèvement effectuée par Eurofins et daté du 14/12/2023 a été transmis à l'inspection.

L'ensemble des paramètres prescrits a fait l'objet d'une mesure.

Les résultats sont comparés à l'analyse de référence de 2004. L'inspection note que les résultats obtenus sont du même ordre de grandeur que les résultats de l'analyse de référence (résultats stables).

Le laboratoire émet toutefois des réserves sur les résultats pour les anions et cations sauf chlorures pour les PZ2, 4 et 5 (délais de mise en analyse importants) et l'analyse des cations pour le PZ3 n'a pas pu être effectuée suite à une erreur humaine. La présence de flore interférente n'a par ailleurs pas permis pour ce PZ de détecter les coliformes totaux et E. Coli (résultat : illisible).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournit des explications quant aux réserves émises par le laboratoire sur les résultats obtenus pour les anions et cations et plus globalement sur la fiabilité des mesures effectuées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 20 : Qualité du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant procède mensuellement à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O durant la phase d'exploitation.</p> <p>La température de destruction du biogaz au niveau de la torchère est au minimum de 900 °C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi. Les émissions de SO₂, CO, HCl, HF issues de la torchère font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur compétent.</p> <p>Les valeurs limites suivantes doivent être respectées pour le CO et le SO₂ (torchère) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • CO < 150 mg/Nm³ • SO₂ < 400 mg/Nm³ <p>Les résultats de mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 103,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec.</p> <p>Les résultats des mesures en continu et de la campagne annuelle d'analyses sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection les résultats des mesures effectuées en janvier et en février 2024.</p> <p>L'ensemble des paramètres a fait l'objet d'une mesure. L'inspection a fait procéder à une mesure de la composition du biogaz en amont et aval du filtre le jour de la visite. Les mesures précédentes sont mentionnées entre parenthèse :</p> <p>AVAL : CH₄ : 32,4 % - CO₂ : 37,2 % - O₂ : 1,9 % - H₂S : 1025 ppm</p> <p>AMONT- CH₄ : 32,6 % (31.3) - CO₂ : 37,5 % (36.9) - O₂ : 1,7 % (2) - H₂S (4987) : 975 ppm. La teneur précédente en CO est mentionnée soit 71 ppm.</p> <p>La composition en CO n'a pas pu être mesurée; l'appareil de mesure indique >>>. Les teneurs en H₂ et H₂O ne sont pas mesurées. Au vu des résultats des mesures amont/aval, le filtre ne joue pas son rôle. De plus, la mesure en H₂S interpelle au vu de l'historique de la précédente mesure mais aussi au vu de l'historique des résultats.</p>

L'appareil de mesure utilisé garde en mémoire la dernière mesure ce qui permet d'avoir une référence sur le terrain. Selon l'exploitant, les mesures précédentes ont bien été effectuées en mars mais n'ont pas été enregistrées pour la mesure aval. L'ensemble des mesures est rentré dans une tablette qui permet d'enregistrer les données et de les faire remonter via le logiciel Prism ; un historique des mesures effectuées depuis le début de l'exploitation est ainsi constitué et permet l'analyse des tendances et l'établissement de synthèse.

La température de destruction du biogaz au niveau de la torchère a été relevée le jour de la visite et était de 904 °C.

Elle est mesurée en continu. L'exploitant précise que cette sonde de température est remplacée tous les ans.

L'exploitant a transmis :

- le relevé des mesures mensuelles de la composition du biogaz pour l'année 2023; l'ensemble des paramètres est vérifié.

- le suivi 2022 des rejets atmosphériques en sortie de la torchère; les valeurs limites en CO et en SO₂ sont respectées (respectivement 130 mg/Nm³ et 75,8 mg/Nm³ mesurés). Aucune mesure n'a été effectuée en 2023 sur la torchère car elle n'a que très peu fonctionné, environ 518 h soit largement < 4500 h/an (article 21.III de l'arrêté ministériel du 15/02/2016). Le biogaz a été valorisé via le Trans-vap'O.

Le filtre de traitement du biogaz avant son élimination dans la torchère ne joue pas son rôle épurateur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant identifie les causes permettant d'expliquer le peu de différence entre la composition du biogaz en amont et en aval du filtre, en particulier pour la teneur en H₂S, met en œuvre les actions correctives associées et s'assure régulièrement que le filtre joue correctement son rôle.

L'exploitant transmet le relevé des mesures en H₂ et H₂O effectuées depuis le 12/03/2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 21 : Unité d'évaporation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Analyses des fumées

Prescription contrôlée :

Les fumées issues de l'unité d'évaporation sont analysées selon les paramètres et la fréquence définis ci-dessous.

Le point de prélèvement des fumées est situé après l'injection des perméats. Les prélèvements et les analyses sont effectués par un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement.

Annuel - VLE

<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'installation de valorisation du biogaz (Transvap'O) avait été démantelée. L'exploitant a transmis à l'inspection, le rapport associé au suivi des rejets atmosphériques effectué le 24 mai 2023 par l'APAVE avec injection de perméats; l'ensemble des paramètres devant être vérifiés fait l'objet d'une mesure. Résultats conformes.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 22 : Eaux superficielles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Qualité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi de la qualité des eaux superficielles du réseau des Mauves. Des prélèvements sont réalisés tous les ans au niveau du bassin des Sources situé au sud-ouest de la ferme d'Escures sur les paramètres DBO5, DCO et NH4+.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les résultats du suivi des eaux superficielles au niveau du bassin des sources (prélèvement du 11 avril 2023). Les paramètres température, DCO, DBO5, pH, Ammonium et résistivité ont été analysés. Au regard de l'historique des mesures, le laboratoire agréé conclut à des résultats assez stables dans le temps avec toutefois pour la mesure de 2023 une augmentation des paramètres DCO et DBO5. Des pics avaient déjà été observés en 2016.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 23 : Qualité des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines. Le niveau des eaux souterraines est mesuré au moins deux fois par an, en périodes de hautes et basses eaux, pendant la phase d'exploitation et la période de suivi. Cette mesure devant permettre de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines, elle doit se faire sur des points nivelés. La fréquence des analyses des eaux souterraines est semestrielle. Les paramètres à analyser dans les échantillons prélevés sont déterminés en fonction des</p>

<p>polluants</p> <p>susceptibles d'être contenus dans le lixiviat et de la qualité des eaux souterraines dans la région. Ils portent à minima sur le pH, la résistivité, la DBO5, la DCO, et les ions ammonium (NH4+).</p> <p>[...]</p> <p>Pour chaque puits situé en aval hydraulique, les résultats d'analyses sont consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les résultats d'analyses effectués sur les PZ 1 à 5 et le forage de la ferme de Lescure les 20/02/2023, 11/04/2023, 03/07/2023, 03-05/10/2023. Les prélèvements pour le 1er trimestre 2024 sont prévus le 29/03/2024.</p> <p>Les paramètres pH, résistivité, DBO5 , DCO et NH4+ ont été mesurés. Le laboratoire agréé Eurofins a comparé les résultats obtenus aux lignes directives fixées par l'OMS pour les eaux souterraines et conclut sur leur conformité. En considérant le PZ3 comme le point amont, le laboratoire note une grande stabilité des mesures pour tous les paramètres : impact du site sur les eaux souterraines très limité.</p> <p>Le niveau piézométrique a également été relevé : le sens d'écoulement de la nappe se fait globalement d'Est en Ouest que ce soit en période de basses ou hautes eaux.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet les mesures effectuées sur la qualité des eaux souterraines au niveau du piézomètre du Crot Larron.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 24 : Eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.3.11</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Analyse avant rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant tout rejet dans le milieu naturel, et en tout état de cause avant d'atteindre le volume de remplissage de 3 500 m3 dans le bassin, une analyse du pH et de la résistivité des eaux du bassin est effectuée.</p> <p>En cas d'anomalie détectée sur ces paramètres (pH et résistivité), aucun rejet n'est effectué avant la réalisation d'une mesure des paramètres figurant dans le tableau ci-dessous et des coliformes totaux, fécaux, streptocoques, salmonelles. Il en informe immédiatement l'inspection des installations classées.</p> <p>Des analyses de la qualité des eaux du bassin sont réalisées en outre tous les trimestres par un organisme qualifié sur les paramètres figurant dans le tableau ci-dessous.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les résultats du suivi trimestriel des eaux pluviales effectué</p>

<p>en 2023 les 20/02/2023, le 11/04/2023, 03/07/2023 et 03/10/2023.</p> <p>L'ensemble des paramètres est vérifié (pH, résistivité, azote global, MEST, COT, DCO, DBO5, Cr6+, Pb, Hg, mais aussi As, cynaures libres, Composés organiques halogénés en AOX, à l'exception des métaux totaux, du cadmium, du cuivre, du zinc, des HAP totaux et des hydrocarbures totaux. Pour les paramètres contrôlés, les valeurs limites applicables sont respectées.</p> <p>Le 03/07/2023, aucune mesure n'a pu être effectué car le bassin était à sec.</p> <p>Les métaux totaux, le cadmium, le cuivre, le zinc, les HAP totaux et les hydrocarbures totaux ne sont pas mesurés dans le bassin d'eaux pluviales.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fait procéder à une surveillance des eaux pluviales sur les paramètres métaux totaux, cadmium, cuivre, zinc, HAP totaux et hydrocarbures totaux et s'assure systématiquement que tous les paramètres sont bien analysés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 25 : Entretien du site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.1.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Un caisson métallique contenant du vieil outillage et des panneaux de signalisation est présent au Sud Est du site. L'exploitant a indiqué qu'il procèderait à l'évacuation de ces matériels devenus inutiles.</p> <p>Un pneu appartenant probablement à un des engins d'exploitation était par ailleurs abandonné dans le fossé interne à l'Ouest du site. L'exploitant a noté sa présence pour le faire évacuer.</p> <p>Quelques déchets (emballages) étaient par ailleurs présents au niveau du bassin de lixiviats B3. Malgré l'absence de couverture sommitale définitive, seuls quelques déchets (emballages) ont été observés en dehors de la zone d'emprise du massif de déchets soit au niveau du bassin de lixiviats B3.</p> <p>L'inspection considère toutefois que le site est globalement maintenu propre.</p> <p>Quelques déchets / matériels sans usages sont présents sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède à l'évacuation des déchets et matériels hors d'usage présents sur le site.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 26 : Couverture des parties comblées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dès la fin de comblement d'une alvéole, une couverture finale est mise en place pour limiter les infiltrations dans les déchets et limiter les infiltrations d'eau vers l'intérieur de l'installation de stockage. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il est apparu plusieurs zones de glissements de terrain en surface (lentilles de terres) à différents endroits de la couverture finale en pied d'ouvrage sur des surfaces non négligeables. Certains zones ont d'ailleurs fait l'objet de réparations par empierrement. La couverture finale mise en place n'est pas stable et intègre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède à la réparation de la couverture finale mise en place de manière à ce que celle-ci soit stable et justifie que les travaux effectués permettent de limiter les infiltration d'eau dans le massif de déchets. L'exploitant transmet le plan topographique et le mémoire descriptif des travaux ainsi effectués.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois